

## la condition métropolitaine filmée

Programmation du laboratoire LAUA (Langages, Actions Urbaines, Altérités) de l'école nationale supérieure d'architecture de Nantes.

La production cinématographique est un terrain d'étude privilégié pour l'enseignement de l'architecture et notamment les sciences sociales. Y sont montrées des configurations spatiales diverses, parfois éloignées des configurations vécues ou largement diffusées ; y sont décelables des pratiques multiples tant dans les espaces publics qu'à l'intérieur de l'espace privé voire de l'intime. À ce caractère de témoignage du réel concret se superpose également celui des représentations, des imaginaires. Attentif à cet apport, le laboratoire LAUA de l'école nationale supérieure d'architecture de Nantes a donc inscrit le cinéma dans son programme en cherchant à l'explorer tant sur un mode thématique (de nombreux films prennent une ville, un quartier, un immeuble ou une maison comme personnage à part entière du récit) que sur un mode didactique (capacités du dispositif cinématographique à alimenter l'enseignement du projet de conception architecturale et urbaine).

Liste des autres films programmés dans la thématique

**RE-FAIRE LA VILLE SANS MÉNAGEMENT :**

En avant jeunesse de Pedro Costa, 2007, 2h35

Pas de quartier de Naël Marandin et Charles Daubas, 2007, 53'

Les routes perdues d'Adrien Selbert et Aude Léa Rapin, 2008, 40'

24 city de Jia Zhang-Ke, 2008, 1h47

## le LAUA

Le laboratoire Langages, Actions Urbaines, Altérités est un laboratoire de l'école nationale supérieure d'architecture de Nantes. Il est habilité par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Lieu de formation de recherche pluridisciplinaire (anthropologues, architectes, sociologues, géographes, en majorité), il mobilise des travaux sur les interactions entre l'espace construit et l'espace social.

Site internet : <http://www.laua.archi.fr>



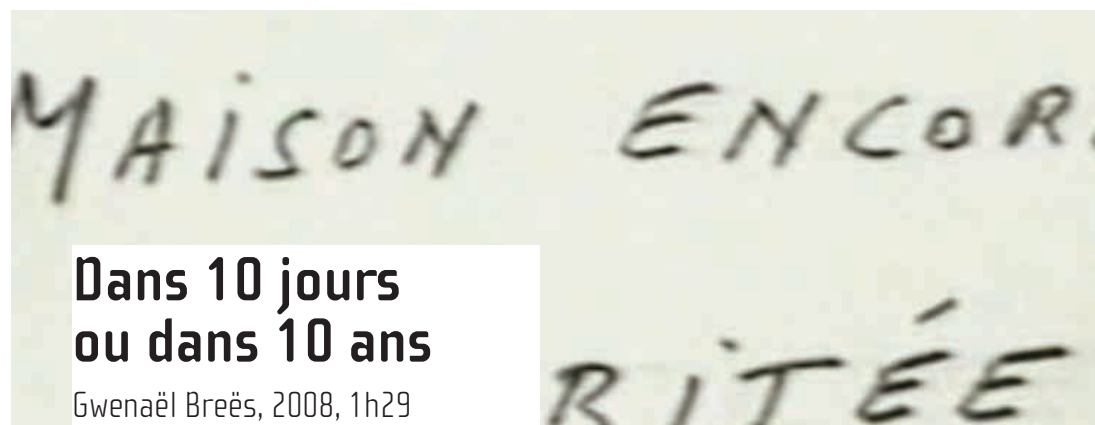
ensanantes  
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE

Langages  
actions  
Urbaines  
altérités

# la condition métropolitaine filmée

## RE-FAIRE LA VILLE SANS MÉNAGEMENT

laua/ensa Nantes séance 3/4



### Dans 10 jours ou dans 10 ans

Gwenaël Breës, 2008, 1h29

Le film porte sur 10 ans de résistance des habitants du quartier de la gare du Midi à Bruxelles. C'est une analyse critique de la gouvernance et des effets pervers de la confusion engendrée par les partenariats entre intérêts publics et intérêts privés.

Bruxelles a véritablement une histoire doublement exemplaire<sup>1</sup> au regard de la problématique de la gentrification qui nous intéresse dans le cycle cinématographique de l'année en cours, d'une part par sa réalité de capitale en chantier permanent, le terme de "bruxellisation" pouvant être repris ailleurs pour évoquer ce processus violent de transformation urbaine, et d'autre part par l'importance et l'ancienneté des logiques de résistance. Dans les années soixante, la dé-

gradation du cadre de vie va entraîner la constitution de comités attachés à des quartiers. La saignée de la jonction Nord-Midi, les travaux routiers liés à l'exposition universelle de 1958, la destruction programmée du quartier Nord et la colonisation progressive de quartiers résidentiels par des immeubles de bureaux écriront les différents chapitres de cette histoire de résistance urbaine. Les associations vont s'organiser entre elles avec l'appui d'intellectuels de divers horizons préoccupés des coûts sociaux et humains engendrés par le développement économique du centre de Bruxelles. L'Atelier de Recherches et d'Actions urbaines (A.R.A.U.) structuré à leur initiative va jouer ensuite un rôle important. René Schoonbrodt<sup>2</sup>, son fondateur, œuvre en



effet depuis quarante ans pour la conquête toujours fragile du droit à la ville, en se battant sur trois fronts : la mobilisation habitante, le projet urbain donnant la priorité à la ville habitée, et le combat pour la ville en continu et au quotidien.

Le contexte institutionnel et politique dans lequel se déroule l'histoire du quartier de la gare du Midi, dont le film témoigne, est complexe<sup>3</sup>. Les images recourent plusieurs sources (interviews d'habitants, de responsables politiques et d'architectes, débats télévisés, réunions, visites guidées), le montage final est une septième version, l'histoire n'en finissant pas de se terminer. Après avoir décidé, il y a vingt ans, d'installer un terminal T.G.V. en gare de Bruxelles-Midi sur le territoire de Saint-Gilles, Bruxelles, à la fois capitale de la Belgique, de la région flamande et de l'Europe, accueille les voyageurs sortant rue Fonsny dans un paysage de ville en ruine (friches, d'immeubles en cours de démolitions et de quelques immeubles de bureaux se voulant futuristes devant lesquels vieillissent les panneaux de commercialisation de mètres carrés vacants). L'annonce de l'arrivée du T.G.V. déclencha une spéculation importante des professionnels de l'immobilier. Refusant de laisser les bons morceaux au privé et de se limiter aux rénovations d'immeubles dégradés aux abords de la gare, la commune de Saint-Gilles va décider de capter la tertiari-

sation du quartier et la rente foncière associée pour des objectifs d'ordre public. Charles Picqué, bourgmestre socialiste de la commune, également ministre-président de la Région bruxelloise, insistera à plusieurs reprises sur la vétusté du logement existant et proposera un objectif de mixité entre bureaux et logements, de fait interdits à la population déjà présente dans le quartier. La concurrence fiscale entre les communes se joue à la fois sur la capacité à attirer des bureaux mais aussi des cadres supérieurs ou des fonctionnaires internationaux. Pourtant, à Bruxelles, 38 000 personnes sont inscrites sur les listes d'attente du logement social et plus d'un million de m<sup>2</sup> de surfaces de bureaux sont inoccupées. Un plan d'expropriation sur cinq îlots est alors décrété afin de planifier l'implantation de bureaux le long de l'avenue Fonsny, plan particulier d'aménagement du sol (P.P.A.S) et un "opérateur public", la S.A. Bruxelles Midi est créée, activant clairement le partenariat public-privé (P.P.P.). Plusieurs lois permettent d'exproprier pour cause d'utilité publique, parmi lesquelles la loi de 1962. C'est la plus radicale puisqu'elle permet des plans d'expropriation valables 10 ans, renouvelables deux fois, exécutables à tout moment et dans des délais très courts. Le premier plan d'expropriation "pour cause d'utilité publique" et "en extrême urgence" date de 1992. Certains habitants du quartier Midi hésitent



depuis 16 ans à partir en vacances, pouvant être cités devant le tribunal huit jours seulement avant l'audience.

Quant aux architectes, la Région surfant sur le slogan de la conservation de la morphologie urbaine, suivant les principes défendus par l'A.R.A.U., va imposer l'Atelier d'Art Urbain (A.A.U.) fondé par d'anciens contestataires issus des "écoles urbaines". L'un d'eux, Sefik Birkiye, va opérer un tournant radical et mettre en place son propre système de financement ("Vizzion") afin de réaliser ses projets sans intermédiaire, devenant à la fois architecte et promoteur : "Vouloir contrôler un projet de A à Z, c'est le désir secret de tout architecte. Grâce à ces financements, je m'offre ce plaisir." Depuis, ses associés l'ont quitté, et Birkiye poursuit avec l'Atelier d'Art Urbain sa conquête internationale du marché de bureaux en s'entourant des vertus de l'environnemental.

Le projet de la S.A. Bruxelles, sous financé, va finalement s'enliser. Le "crash de l'immobilier" va modifier les plans de Charles Picqué qui misait sur un volet social directement lié à la rentabilité de l'opération, la S.A. Bruxelles Midi se voulant un modèle d'entreprise sociale de marché, la maximisation du profit devenant d'utilité publique. La conjonction d'une procédure d'urgence et la période de validité de dix ans renouvelable du plan d'expropriation sont le versant urbain de la flexibilité avec les conséquences désastreuses sur les habitants.

Certains ont effectivement été expropriés, après avoir vendu à l'amiable leur logement dévalorisé au seul promoteur public habilité à le racheter, d'autres sont partis d'eux-mêmes, d'autres enfin continuent à y vivre dans des logements devenus vétustes qu'ils ne peuvent entretenir en attendant que le plan initial d'extrême urgence et d'intérêt public soit réalisé dans 10 jours ou dans 10 ans... Les derniers habitants réclament la mise en place de contre-pouvoirs effectifs et le comité de quartier Midi multiplie les actions. Vingt-cinq plaignants, représentant onze propriétaires du quartier Midi ont attaqué en justice la Commune de Saint-Gilles et la Région de Bruxelles-Capitale en 2008, demandant réparation pour les dommages subis. Aujourd'hui, la condamnation des pratiques des autorités publiques dans le quartier du Midi semble unanime, y compris au sein de leurs propres administrations et par la justice. On notera ainsi les jugements extrêmement sévères du juge de paix de Saint-Gilles qui reproche aux autorités de violer plusieurs droits de l'homme dans le quartier du Midi....

#### Notes

1. Le texte a été alimenté par le livret accompagnant le film "Dans 10 jours ou dans 10 ans"
2. Cf René Schoonbrodt : *Vouloir et dire la ville, Atelier de Recherche et d'actions Urbaines*, AAM Editions, Bruxelles, 2007
3. Cf "L'international sera le genre urbain. Une expérience de planification néolibérale au quartier Midi (Bruxelles)" de Benoît Eugène In *Agone* n°38-39, 2008.